

# L'Autre campagne

se poursuit sur internet

<http://www.lautre campagne.org/>

---

## Coordination

**Georges Debrégeas**, physicien au CNRS, militant à l'association Sauvons la recherche.

**Thomas Lacoste**, éditeur, président et fondateur de l'association et de la revue *Le Passant ordinaire*.

## Comité éditorial

**Jérôme Bourdieu**, chercheur en économie à l'INRA.

**Marie Gaille-Nikodimov**, philosophe, chargée de recherche au CNRS.

**Thomas Heams**, biologiste, administrateur de la C6R-Paris.

**Anne Le Strat**, conseillère de Paris, militante écologiste.

**Julien Lusson**, militant associatif.

**Philippe Mangeot**, enseignant, ancien président de l'association Act-Up Paris, membre du comité de rédaction de la revue *Vacarme*.

**Isabelle Sommier**, politiste, maître de conférence au Centre de recherches politiques de la Sorbonne, CNRS Paris-I.

## Webmastering

**Fabien Bourgade**

# L'Autre campagne

— **80** propositions  
à débattre d'urgence

Ouvrage coordonné par  
Georges Debrégeas et Thomas Lacoste



***La Découverte***

9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris

ISBN : 978-2-7071-5067-7

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À La Découverte**.

Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **[www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2007.

# — Avant-propos

## Pour un autre programme

Lucie et Raymond Aubrac

Quelle audace réconfortante ! Quand le poids des injustices devient trop lourd, il faut changer. Mais ceux qui nous le disent ici n'ajoutent pas qu'eux seuls seraient capables de résoudre tous les problèmes si on leur confiait le pouvoir : ce ne sont pas des candidats à une élection. Autorisés, dans leur domaine, par leur compétence et expérience, ils savent ce qui va mal et pourquoi ça va mal. Ils dénoncent quand il le faut les responsables et ils proposent comment peut être rétablie l'efficacité, comment peut être rétablie la justice. Voilà une vraie démarche citoyenne.

Dans une société pourtant si riche, mais qui a perdu son élan vital et qui ne propose à ses enfants rien qui puisse les mobiliser, la leçon d'anatomie découvre l'égoïsme, le repli sur soi, le peur et le mépris de l'autre, le déni de l'intérêt général au bénéfice de quelques particuliers, bref le recul de la démocratie. Nous savons qu'attaquer la démocratie nourrit l'intolérance et le racisme.

Nous nous souvenons qu'il y a peu, car soixante ans n'est pas si long, notre pays sortait d'une catastrophe. Il avait été pillé, rançonné, détruit dans ses œuvres vives pas des forces brutales, et nous avons su résister, c'est-à-dire comprendre et oser. Pour retrouver la liberté et les valeurs de la République, bien des hommes et des femmes avaient donné leur vie. Cette résistance avait catalysé l'élan vital qui nous avait permis de remettre debout un pays de citoyens capables de rétablir une démocratie créatrice.

Résister c'est oser. Oser, c'est créer. Encore faut-il une feuille de route, établie après l'analyse de la situation.

Mais regardons de plus près cette feuille de route qui a, il y a soixante ans, rétabli et rénové notre démocratie : le programme du Conseil national de la résistance (CNR). Elle prépare, en effet, les principales réformes qui ont été réalisées après la Libération : nationalisation de grandes entreprises, de banques, de services publics ; création de la Sécurité sociale pour tous les salariés, liberté de la presse, etc. Elles étaient les têtes de chapitre du programme de gouvernement de ceux qui ont alors dirigé notre pays, avec le général de Gaulle et les principaux dirigeants de la Résistance : mouvements, syndicats, partis politiques.

Mais ces réformes, souvent fondamentales, ne sont proposées que dans la seconde partie du programme du CNR. La première consiste à définir les moyens de la lutte qui permettra de les entreprendre : comment il fallait s'organiser pour mettre la démocratie au pouvoir, en luttant contre l'ennemi occupant le pays, et ses auxiliaires au service de ce qu'on appelait l'« État français », le régime pétainiste de Vichy. Ainsi fut conduite la lutte pour la Libération, lutte militaire et politique. C'est après la victoire, obtenue grâce aux efforts et aux sacrifices de nos alliés, les Soviétiques, les Britanniques et les Américains, avec les combats des Français, que la seconde partie du programme du CNR put être appliquée.

Si nous réfléchissons aux conditions actuelles, nous devons conclure que cet *Autre programme* qui nous est proposé dans cet ouvrage ne pourra être appliqué qu'après une autre forme de lutte, contre des adversaires et des obstacles qui ne sont plus, heureusement, des forces armées ou des polices mais qui ne sont pas, pour autant, faciles à surmonter.

Il faudra d'abord connaître ces obstacles. Certains sont autour de nous : l'égoïsme, la résignation, la peur du changement, l'implantation solide, dans notre pays, de forces politiques, sociales et financières qui ont le plus grand intérêt à ce que rien ne change. Elles disposent d'un large éventail de moyens matériels et psychologiques. D'autres sont le résultat de l'état actuel du monde, le produit de transformations historiques à l'échelle internationale qu'il n'est pas lieu de décrire ici. Mentionnons seulement l'emprise mondiale des forces financières, avec la constante accumulation d'énormes masses de capitaux, aidées par la révolution des communications, et qui cherchent partout des placements rentables financièrement et/ou politiquement. Ces forces, elles aussi, ont le plus grand intérêt à ce que rien ne change.

L'ouvrage qui nous est ici proposé définit un *Autre programme*. Est-ce une utopie ? Une utopie réaliste alors, fondée par des connaissances accumulées et des engagements de terrain. Une utopie qui ne livre pas la voie toute tracée vers une société idéale mais exprime la possibilité de résister à l'ordre établi, à l'ordre promis.

On résiste contre un état de choses, mais on résiste aussi pour créer quelque chose. Définir les injustices actuelles et montrer de quels matériaux pourrait être construit un monde meilleur, c'est créer les premières conditions pour que s'engage le combat victorieux. Résister, c'est créer.

**Lucie et Raymond Aubrac**

# Sommaire

Avant-propos	5
Introduction	9

## **A** Politique internationale et enjeux planétaires

I	Un monde pacifié	18
II	Un monde solidaire et durable	32
III	Quelle place dans le paysage international pour l'Europe et la France ?	56

## **B** Politiques sociales et économiques

I	Nouvelles solidarités sociales	72
II	Partage des richesses	94
III	Santé	106
IV	Repenser les notions de travail, revenu et activité	124
V	Cadres de vie et nouvelles pratiques collectives	140

## **C** Culture et éducation

I	Pour une nouvelle politique d'enseignement et d'éducation	162
II	Promouvoir la création, la production de connaissance et l'accès aux savoirs	180

## **D** Citoyenneté et institutions

I	Construire la démocratie en repensant la représentation politique	206
II	Lutter contre les discriminations et les inégalités	224
III	Justice et libertés individuelles	248
IV	Mettre en œuvre une autre politique de la sexualité et des libertés sexuelles et repenser les politiques familiales	268

Table	287
-------	-----

# Introduction

## **L'Autre campagne : de nouveaux récits politiques pour une utopie concrète**

### **Une élection à haut risque**

Il y a tout juste un an, Act-up Paris et le 9<sup>e</sup> collectif des sans-papiers couvraient les murs de la capitale d'une affiche reproduisant la photographie officielle de Nicolas Sarkozy pour l'UMP, encadrée de ces simples mots : « Votez Le Pen. » Au-delà du caractère provocateur de ce montage, il s'agissait d'alerter sur les similitudes entre le discours et la politique du ministre de l'Intérieur et le fonds de commerce xénophobe du Front national. Cette opération traduisait un réel désarroi face à la montée en puissance d'une droite autoritaire, violente et décomplexée, quatre ans après les manifestations massives qui furent organisées pour protester contre la présence du candidat d'extrême droite au second tour de la présidentielle. À quelques mois d'une nouvelle élection, la perspective d'une prise de pouvoir par une droite radicale, décidée à en finir définitivement avec un demi-siècle d'avancées sociales et politiques héritées de l'après-guerre, n'est plus un simple fantasme. La révolution conservatrice, alliant l'idéologie néolibérale et une pratique autoritaire du pouvoir et dont les



expériences thatchérienne et reaganienne ont donné la mesure, pourrait trouver bientôt son aboutissement en France.

Si un tel scénario est aujourd'hui possible, c'est que le parti de Nicolas Sarkozy ne trouve face à lui qu'une gauche éclatée dont une large partie des dirigeants semblent n'avoir à offrir comme projet politique que l'accompagnement du capitalisme financier et le maintien d'un ordre social et moral profondément inégalitaire et liberticide. Si la gauche devait, dans quelques semaines, perdre ces élections, elle ne pourrait s'en prendre qu'à elle-même et à son incapacité à représenter les catégories populaires qu'elle est censée défendre. Car le rejet de la politique gouvernementale et de l'idéologie qui la sous-tend ne cesse de croître depuis plusieurs années. Il s'est exprimé dans une série de luttes sociales, de la défense des retraites au mouvement dit « anti-CPE », dans la campagne menée autour du référendum pour le traité constitutionnel européen, ainsi que dans la myriade de mouvements sectoriels qui se sont opposés aux logiques destructrices de la politique gouvernementale. En s'ancrant explicitement sur le terrain local – l'opposition à l'expulsion d'un enfant d'immigrés dans une école de quartier, à la fermeture d'un hôpital ou d'un bureau de poste dans une commune – ces luttes ont permis que se diffuse profondément dans la société la prise de conscience des dégâts irrémédiables causés par ces politiques régressives. Même si certains refusent de reconnaître leur portée politique, les émeutes des quartiers populaires de novembre 2005 constituent bien, elles aussi, l'expression d'une résistance collective à une violence sociale et policière organisée par les pouvoirs en place.

Ces résistances se sont accompagnées d'un renouveau des pratiques militantes et syndicales à partir desquelles ont été élaborées de véritables propositions politiques qui dépassent souvent, par leur portée, le cadre sectoriel dont elles sont issues. La Confédération paysanne constitue l'un des premiers exemples de la transformation d'une revendication catégorielle à visée défensive en un projet de société positif touchant les pratiques paysannes, mais aussi les rapports à l'environnement et à l'alimentation. On pourrait également citer, dans ce cadre, les expériences menées par les mouvements de chômeurs et de précaires, les collectifs de défense des services publics, ou encore les réseaux de lutte pour les droits des migrants.

### ■ Comment donner force politique au projet de gauche

Ces nombreux mouvements sont aujourd'hui encore trop faiblement reliés et porteurs parfois de désaccords. Pour autant, la plupart des militants qui les animent s'accordent à reconnaître que leurs luttes ne pourront aboutir sans une nécessaire convergence et l'élaboration d'un projet de société global, capable d'articuler avec rigueur les multiples dimensions, sociales, économiques et culturelles, de leurs exigences. Plusieurs initiatives (dont les forums sociaux, Attac et la Fondation Copernic restent à ce jour les plus marquantes) se sont attelées à cette tâche en s'appuyant sur un réseau militant qui s'est renforcé à l'occasion de la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen de 2005. Mais la transformation de ces projets en force politique se heurte à deux difficultés. D'une part, la question du débouché politique et de la participation en tant que telle à des échéances électorales aiguise les contradictions et comporte des risques d'éclatement d'une construction politique encore récente. D'autre part, et plus encore, en dépit de la qualité incontestable des travaux menés, ces initiatives n'ont pas pu imposer pleinement le débat autour de leur alternative au-delà des cercles militants traditionnels. Ce manque de visibilité n'a pas permis de transformer le rejet massif des politiques actuelles, notamment dans les couches sociales les plus défavorisées, en un soutien actif large à ces alternatives.

Par contraste, le modèle politique néolibéral a su imposer depuis plusieurs décennies un cadre de pensée dont la simplicité et la cohérence apparentes permettent de créer une forme d'adhésion immédiate. Il a su affubler cette idéologie d'un langage positif, la « naturaliser », c'est-à-dire lui donner toutes les marques de l'évidence. De façon plus perverse encore, le projet néolibéral s'est approprié les termes traditionnellement et symboliquement associés à la gauche, tels que réforme, progrès ou liberté. La preuve la plus éclatante de l'efficacité rhétorique de ce modèle est sa capacité à aspirer les propositions issues de la gauche tout en les détournant et les vidant de leur sens : ainsi la droite peut-elle aujourd'hui en toute tranquillité prétendre intégrer à son programme la discrimination positive, le développement durable, la sécurité sociale professionnelle ou le droit au logement.

Cette domination n'aurait pu s'établir sans le soutien sans faille d'institutions de pouvoir, de *think-tanks*, et bien sûr de la majorité des

médias, dont les intérêts et les logiques sociales sont incompatibles avec l'émergence d'une critique radicale du système politique et économique en place. Hormis quelques résistances isolées, les médias de masse participent à l'éviction de la parole dissonante, celle qui appelle à un changement des modes de pensée et de l'organisation sociale et économique, en la renvoyant sans cesse à son caractère prétendument utopique et minoritaire. Ce dernier argument est fondé sur la présumée existence d'une opinion publique, dont l'expression sondagière est régulièrement instrumentalisée par des « experts en opinion » au travers d'un discours de psychologisation qui évacue toute notion politique de lutte et de rapport de forces.

L'idéologie dominante s'est offert également les services de soi-disant « intellectuels » qui négocient leur rente médiatique et économique contre une apologie du néolibéralisme. De manière plus subtile mais pas moins efficace, les penseurs socio-libéraux contribuent à l'occultation d'un véritable débat contradictoire. Se réclamant de la gauche et pour certains même d'une « nouvelle critique sociale », ils soulignent les dégâts les plus criants du modèle capitaliste mais rejettent sans les affronter les analyses qui s'attachent à repenser les fondements mêmes des rapports sociaux à l'origine des inégalités qu'ils dénoncent. Au nom d'un prétendu « modernisme », ils disqualifient implicitement toute critique ou proposition qui n'entre pas dans les cadres néolibéraux. Alors que nombre d'entre eux ont rompu tout lien avec les classes sociales qu'ils prétendent défendre, ils ont su tisser des relations étroites avec le monde économique et médiatique par l'intermédiaire de clubs de pensée (à l'exemple de la défunte Fondation Saint-Simon) qui leur ont permis d'imposer une quasi-hégémonie sur l'expression publique de la pensée de gauche. Cette stratégie de conquête – qui n'est pas sans rappeler la montée du *New Labour* de Tony Blair au début des années 1990 – est facilitée en partie par le refus d'intellectuels critiques à s'engager dans le débat contradictoire, et représente aujourd'hui un obstacle majeur à l'émergence d'un projet de transformation sociale en France.

### ■ L'Autre campagne

L'Autre campagne est née du refus de cette confiscation de la parole dans un moment qui apparaît décisif pour l'avenir du pays, mais aussi de la gauche. Pour sortir du piège de l'injonction au projet

« pragmatique » (qui sous-entend l'abandon de la dimension subversive indissociable de toute dynamique de transformation), tout en restant ancrée dans une réalité concrète qui permette d'emporter la conviction, cette initiative se propose d'organiser un espace d'expression et de débat autonome qui inverse les logiques à l'œuvre dans les campagnes officielles. Plutôt que d'accepter les termes du débat imposés par les partis dominants, il s'agit de construire la confrontation politique sur la base des multiples expériences, analyses et propositions issues du monde social et intellectuel. Au fondement de cette démarche, il y a la conviction que c'est la mise en valeur de ces paroles singulières, relayant des expériences concrètes, qui rendra incontournable la pertinence du projet social et politique dont elles sont porteuses, et exposera par contraste la vacuité et les fausses évidences du programme néolibéral.

L'Autre campagne n'est pas autre parce qu'elle traite de questions distinctes de celles que prétend aborder la campagne « officielle », mais parce qu'elle propose de les reformuler en faisant de la description des situations concrètes et vécues, de leur analyse, la base de l'engagement et de l'invention de réponses politiques. Ce faisant, elle reconnaît explicitement la nécessité de traiter avec la même rigueur et le même respect des formes variées d'expertise, militantes, syndicales, associatives, intellectuelles, tout en les enjoignant de produire des propositions politiques pour aller au-delà du simple constat et de la dénonciation des politiques actuelles. Elle entend aussi contribuer à une réappropriation du langage politique qui redonne un sens aux idéaux communs de la gauche (réforme, progrès, solidarité, universalisme, égalité) par leur traduction concrète sur le terrain.

### **Un livre, un site**

Ce livre est placé sous la responsabilité éditoriale d'un collectif constitué d'une dizaine de membres, militants, chercheurs, éditeurs. Ce groupe n'est mandaté par personne, ne revendique aucune légitimité particulière et ne vise nullement à être l'organe représentatif des intérêts d'une partie quelconque de la gauche. Il a été constitué essentiellement sur la base d'affinités individuelles et militantes. Ses membres, sans évidemment penser que cette initiative épuise l'ensemble des actions possibles, partagent la conviction que ce travail de petites mains, de tricotage, qui permet de mettre en

forme et de tenir ensemble ces points de vue d'ordinaire dispersés, méritait d'être tenté.

Cet ouvrage rassemble soixante-dix-neuf textes, répartis en quatorze chapitres et quatre parties qui balayent l'ensemble du champ politique. Il inscrit explicitement la politique nationale dans les enjeux européens, internationaux et planétaires. Il vise à un équilibre entre des questions économiques et sociales, entre les dimensions collectives et privées, et prend en compte la portée politique des nouveaux modes de vie. Chaque chapitre est composé d'une introduction ainsi que de deux à six textes propositionnels qui s'attachent à décrire une réalité et à offrir un cadre d'analyse sur une problématique donnée. Chaque texte est accompagné d'une proposition qui apparaît pour l'auteur comme déterminante pour enclencher un changement effectif sur la question. Cette proposition peut être d'ordre législatif ou réglementaire, ou impliquer des transformations sociales plus profondes. Elle peut être immédiatement mise en œuvre ou se situer dans une perspective plus lointaine.

Les auteurs sont pour certains des militants de mouvements sociaux, des syndicalistes ou des praticiens qui s'expriment sur la base de leur expérience de terrain. D'autres sont des chercheurs engagés – sociologues, philosophes, économistes –, experts sur des questions spécifiques. Tous ont accepté le principe d'une mise en commun et d'une élaboration collective. Loin d'être une simple juxtaposition de textes, ce livre est le résultat d'une dynamique qui implique une construction éditoriale et des lectures croisées, qui visent, sans pour autant gommer les diversités des approches et des styles, à faire de chaque chapitre un objet argumentaire solide. La participation des membres du collectif éditorial à cette construction, sans impliquer leur adhésion dans le détail à l'ensemble des propositions, signifie leur accord sur leur pertinence et la nécessité de leur mise en débat.

L'Autre campagne est conçue comme un processus vivant dont cet ouvrage est l'une des étapes. L'ensemble des textes présentés ici sont soumis au débat sur le site de l'initiative [www.lautre campagne.org](http://www.lautre campagne.org). Celui-ci permet en outre de prolonger et d'enrichir cette série de propositions par d'autres textes du même type, afin de dépasser les limites imposées par les contraintes d'espace et de temps inhérentes au livre. Le site offre par ailleurs des liens vers des analyses plus approfondies et d'autres formes d'interventions (analyse critique

des programmes, dialogues contradictoires, etc.). Cet espace est suivi et traité avec la même rigueur éditoriale par les personnes impliquées dans la construction du présent volume.

### ■ **Quelles perspectives**

Un des atouts importants de ce projet est de permettre la transformation en textes propositionnels de points de vue qui n'ont pas toujours spontanément ce caractère. Ces propositions ont pour vocation d'être reprises, débattues, réinvesties. Il s'agira, à partir de cet inventaire raisonné et non exhaustif, de donner une force collective à des pensées et des pratiques séparées, au prix d'une sélection et d'une réappropriation nécessairement partiales. Par ce regroupement, il crée un précédent qui autorise de nouveaux agencements afin de contribuer à un déplacement du débat politique. Dans cette optique, l'élection présidentielle doit constituer une occasion de faire d'une échéance peu démocratique le point de départ d'une nouvelle donne à gauche pour les élections et les années à venir.

Ce projet est une invitation aux partis de gauche à oser s'extraire du ressassement des recettes habituelles et des slogans usés, pour s'ouvrir à de nouveaux points de vue. Il n'est en aucun cas constitué contre eux, mais contre la distance qui s'est créée entre les processus d'élaboration programmatique et les aspirations de leurs militants et sympathisants en offrant à ces derniers de nouveaux outils pour contribuer à ce travail de construction. Ce projet s'adresse également, et peut-être avant tout, aux citoyens en les invitant à s'investir à l'occasion de cette campagne dans une démarche réflexive et exigeante qui leur permette de fonder leur jugement sur une confrontation de points de vue argumentés. Il s'oppose par contraste aux opérations de marketing électoral qui, dans un simulacre de démocratie directe, *via* les forums de débats ouverts à tous vents, peuvent donner l'illusion de l'existence d'une « opinion publique » capable de formuler un projet de société en dehors de toute organisation collective du débat.

La pertinence des textes présents dans cet ouvrage ne doit pas masquer la difficulté des choix que nous avons dû opérer. En dépit de la volonté de s'en détacher, nul ne peut totalement s'extraire de l'inclinaison à privilégier les analyses les plus construites, les propositions les plus étayées et les personnes les mieux identifiées. La forme même de l'écrit est en soi un filtre social et politique dont il n'est pas

aisé de se défaire. Mais cette initiative, nous l'espérons, au-delà de sa dimension collective, peut constituer une source d'inspiration en incitant chacune et chacun à faire de leur propre vie, de leurs expériences quotidiennes un objet politique pertinent. Pour changer le monde, il nous faudra être plus que de simples électeurs.

■ **Georges Debrégeas et Thomas Lacoste**